

QUAND LE MAROC SERA ISLAMISTE : DEUXIÈME SALVE

lundi, 27 novembre 2006 | par **Xavier Monnier**

Bakchich a du rab d'extraits. Nouveaux morceaux choisis du livre de Catherine Graciet et Nicolas Beau, qui sort le 7 décembre, aux éditions La découverte.

Le Royaume enchanté marocain, ses coulisses, sa diplomatie, ses relations avec la France, le Maroc, les Etats-Unis. Il y a de tout au menu de ces bonnes feuilles de l'opus *quand le Maroc sera islamiste*.

Basri n'aimait pas la pub

« À l'image de Vivendi et Accor, Publicis a bénéficié également de conditions fort privilégiées dans ses relations avec le Maroc. Il faut entendre Driss Basri raconter sa première rencontre avec Maurice Lévy, le puissant patron du groupe de publicité, qui est né au Maroc. Au départ, c'est là encore André Azoulay, décidément infatigable, qui lui souffle la possibilité de faire appel aux services de la puissante société française. « *Dans les années 1988-1989, j'étais ministre de l'Intérieur et de l'Information – chez nous, les deux fonctions sont confondues. Azoulay est venu me voir pour améliorer, disait-il, l'image du royaume. Personnellement, je ne crois pas à la pub, ce n'est pas ma culture. Préparez-moi un programme, voilà ce que je lui ai répondu. Le budget qu'il m'a présenté alors représentait les quatre cinquièmes de mon budget de l'information, j'ai répondu que j'allais en parler à Sa Majesté, ce qui fut fait.* »

Et Driss Basri, qui n'a jamais porté dans son cœur le conseiller financier d'Hassan II, de poursuivre le récit de sa collaboration avec Publicis : « *J'ai eu une première séance de travail avec Maurice Lévy, un homme au triple discours. Il critiquait le roi à Paris et ailleurs et il revenait voir Hassan II pour lui dire le contraire. Moi, je n'ai jamais critiqué mon roi.* ». Le plan de travail élaboré par Maurice Lévy est présenté à Hassan II alors qu'il séjournait dans son palais de Fès : « *Ce monsieur, raconte Basri, revient avec sa campagne, changer l'image du Maroc, l'encens marocain, les fleurs à quatre pétales et je ne sais quoi... Tout ce qu'on peut imaginer.* ». Un premier contrat de 30 millions de dollars est alors signé avec Publicis.

Echappées belles

Plus grave, chaque voyage à l'étranger coûte une fortune. La délégation officielle compte toujours au moins deux cent cinquante personnes qui prennent place dans un Boeing 747 Jumbo, deux Boeing 737-400 et trois Hercules C-130 pour l'ameublement, l'équipement et les bagages. Le Boeing royal reçoit un kit spécial avec chambre à coucher, bureau, salle de réunion, gymnase et équipements de musique hautement sophistiqués. Les Hercules C-130 devancent la délégation avec une équipe spécialisée de cadres du groupe Primarios, une société appartenant au roi, spécialisée dans le matériel d'ameublement, les moquettes, les tapis précieux, le matériel de décoration, les bibelots, les climatiseurs, les tableaux de grands maîtres et les écrans géants de télévision. (...) Un Hercules C-130 est réservé pour le seul transport des jet-skis et du matériel de sports nautiques et de musculation. Le coût d'une heure de vol d'un seul Jumbo-jet 747 appartenant à la compagnie nationale s'élève à 18 000 dollars. Avec des déplacements de trois semaines en moyenne et soixante heures de vol par semaine, la facture se chiffre à plus de trois millions de dollars. À quoi il faut ajouter le coût de location pour le remplacement des appareils « empruntés » par Sa Majesté et sa suite (la Royal Air Maroc doit faire face à double dépense, en faisant aussi du charter pour transporter ses passagers et assurer le service normal des vols réguliers). Un voyage, un seul, revient à quelque dix millions de dollars. À quoi il faut ajouter les dépenses d'hébergement, près de 350 dollars par personne et par jour, une facture quotidienne de 1 800 000 dollars en moyenne. Une paille...(...)

Colères royales

Dès le début 2006, le Palais royal était déjà conscient de la gravité de la situation. En février 2006, Mohammed VI, très en colère, écarte Mourad Chérif, qu'il n'aime guère, de la direction de l'OCP. Le souverain nomme à sa place Mostafa Terrab, rentré d'urgence de Washington où il était un des hauts cadres de la Banque mondiale. On se souvient que Terrab avait été écarté du sérail marocain en 2002, alors qu'il avait brillamment piloté l'appel d'offres de la seconde licence GSM. Son retour est un signal fort.

Quelques mois après son arrivée, le nouveau patron de l'OCP se débarrasse, en septembre 2006, d'un groupe de dirigeants qui aurait été les complices de Mourad Chérif dans des actes délictueux (faux et usage de faux, visas de marchés antidaté, etc...). Une « restructuration », plaide la nouvelle direction, est à l'œuvre, des cadres nouveaux doivent être appelés à l'état-major. En fait, nous indiquent alors des sources proches du Palais, la réalité est plus simple : les pertes étaient considérables du côté des filiales étrangères créées par la direction financière. Les proches du roi s'interrogent notamment sur les conditions de vente à prix cassé de phosphate, la richesse nationale, à une société américaine dirigée par un ancien cadre commercial du groupe...(...)



Piques et reproches

Entre évolution des mœurs, fossé des générations et susceptibilités égratignées, des rancœurs se font jour sur les deux rives de la Méditerranée. Les signaux ne manquent pas. Alors que le groupe Dassault venait de remporter au Maroc un gros contrat de remise à niveau de Mirage, accordé lors de la visite à Rabat de Dominique de Villepin, les 26 et 27 octobre 2005, le quotidien qui appartient à Serge Dassault laisse publier, le 16 novembre, un portrait de Mohammed VI

particulièrement acerbe. Un fait pour le moins inhabituel dans les colonnes du *Figaro*. Le papier a été perçu comme un « geste inamical » à Rabat. Des proches du Palais l'ont même interprété comme une manifestation de mauvaise humeur de Serge Dassault lui-même.

Les dirigeants du groupe d'aviation ont en tout cas été surpris par les exigences de certains intermédiaires apparus dans la phase finale de la négociation du contrat des avions. Parmi eux, un homme d'affaires et banquier contesté, Othman Benjelloun. Outre le fait d'avoir recruté Jean-Bernard Mérimée comme conseiller entre 1999 et 2005 pour sa banque, la BMCE, il avait été, au début des années 1980, l'intermédiaire plutôt gourmand dans de gros contrats de Westinghouse et de Lockheed. À l'époque, il pouvait compter sur la protection de Mohamed Médiouri, chef de la garde royale, et d'Ahmed Dlimi, le puissant chef des services secrets d'Hassan II (mystérieusement tué dans un « accident de la route » en 1983). Apparemment, les cadres de Dassault, qui n'ont besoin de personne pour connaître l'adresse des Forces armées royales (FAR), n'ont pas goûté l'intervention intempestive de cet homme d'affaires. Et l'ont fait savoir au Palais.

Dans un registre tout aussi affairiste, Nicolas Sarkozy, candidat déclaré de l'UMP à la présidentielle de 2007, aurait confié à un proche au printemps 2006 : « *J'ai trois dossiers contre Chirac : Clearstream, les comptes japonais et, surtout, les comptes marocains. [...] Mais sur ce que Chirac possède au Maroc, je pense que personne n'osera jamais en parler, c'est effrayant.* » Le généreux royaume peut dormir sur ses deux oreilles, car, toujours selon la même source, Sarkozy se serait empressé d'ajouter : « *Pas question de lancer le feu nucléaire pour l'instant, Chirac et Villepin sont assez bas comme cela dans les sondages. Cela pourrait me nuire, moi l'héritier, malgré tout, de la droite au pouvoir* ».

Lune de miel espagnole

À en croire une note blanche du ministère français de la Défense, non datée mais probablement rédigée vers la fin 2002, les relations entre Aznar et Mohammed VI ont pris une tournure détestable dès l'accession de ce dernier au trône, en 1999. Aznar a en effet été le premier homme d'État à rendre visite au jeune souverain et « *aurait ouvert l'audience en faisant une offrande au Maroc [...] sous forme d'un chèque de 50 millions de dollars pour aider le royaume à surmonter cette période difficile* ». Chèque qu'aurait refusé Mohammed VI, préférant que « *l'Espagne assiste le Maroc en respectant ses positions* ». Lors d'une seconde rencontre, le général El-Harchi, à l'époque patron des renseignements extérieurs, aurait vu Mohammed VI sortir « *d'une réunion avec Aznar au Palais royal de Rabat en colère et dans tous ses états* », promettant « *devant quelques conseillers de venger la dignité et l'amour-propre du royaume* ».

Entre ces deux-là, le divorce a été vite consommé. Selon la note blanche du ministère français de la Défense, José Maria Aznar juge que le Maroc doit « *payer cher sa décision de ne pas reconduire l'accord de pêche, de tenter d'occuper l'île de Persil et de faire pression sur l'Espagne en lui envoyant des milliers d'immigrés clandestins* ». Il accuse aussi le royaume « *de jouer la carte de la drogue pour déstabiliser son pouvoir* ». Côté reproches, le Maroc n'est pas en reste. Dans les allées du pouvoir à Rabat, on recense ce qu'on interprète comme des tentatives de déstabilisation du trône alaouite : étalage des passades amoureuses de la famille royale dans les magazines « *people* » espagnols, soutien aux gros bonnets de la drogue du Rif traditionnellement anti-monarchie pour décrédibiliser le royaume auprès de l'Union européenne...

On pointe même du doigt les services espagnols, soupçonnés de pousser les Berbères à faire pression « *sur le*

jeune roi en menaçant de se révolter au cas où il ne répondrait pas à leurs revendications ethniques ». Toujours selon cette note décidément instructive, Mohammed VI aurait alors mis en place avec la France une stratégie destinée à punir l'arrogante Espagne. Le jeune roi aurait donné des « *consignes fermes* » pour écarter les entreprises espagnoles des gros marchés et des appels d'offres au profit des sociétés françaises et américaines. C'est ainsi que le groupe Union Fenossa aurait été écarté « *au dernier moment* » de l'appel d'offres pour la gestion déléguée de l'eau, de l'électricité et de l'assainissement de Tanger-Tétouan, confiée au groupe français Vivendi. Dans la foulée, Rabat a annulé des commandes d'achats de chars et d'équipements militaires espagnols, en prétextant des « *difficultés financières* ».

Pour les remplacer, Mohammed VI a dépêché alors à Washington son chef de l'armée de l'Air. Formé aux États-Unis, ce dernier entretenait de bonnes relations avec ses homologues du Pentagone. Ses « *confrères* » lui signaleront toutefois que l'Espagne étant une alliée à l'OTAN, ils ne pouvaient permettre d'approvisionner le Maroc en armements susceptibles d'être utilisés contre celle-ci. Mais les Russes n'ont pas ce genre de contraintes...

« *C'est dans ce cadre qu'il faut expliquer la visite de Mohammed VI en Russie , [...] pour acheter l'équipement annulé avec l'Espagne et pour neutraliser la Russie dans l'affaire du Sahara* », concluait la note du ministère français de la Défense.

Le Maroc au mieux avec le Golfe Persique

À défaut de s'entendre avec son voisin arabe le plus proche, le Maroc de Mohammed VI peut se targuer d'entretenir de bonnes relations avec les États du Golfe persique. Le royaume n'a peut-être pas grand-chose à y vendre, mais il a su y tisser des réseaux fort utiles pour attirer les capitaux. Selon une note de contact datant d'avril 2002 et émanant du ministère français de la Défense, l'un des acteurs de ce dossier sensible – du moins à l'époque – ne serait autre que le prince Moulay Rachid, le frère cadet de Mohammed VI, deuxième dans l'ordre de succession au trône. Il aurait géré avec son frère les relations entre le Maroc et l'Arabie saoudite deux ans avant la mort du père. Parfois en dépit du bon sens, ce qui fait dire à un fin connaisseur du Golfe : « *Depuis le décès d'Hassan II, l'estime des Saoudiens pour la monarchie marocaine a chuté. Même si l'époque des largesses est finie, ils la soutiennent par solidarité monarchique. Rien de plus.* » (...)

La longévité de l'actuel ministre marocain des Affaires étrangères, Mohamed Benaïssa, est une de ces énigmes. En poste depuis avril 1999, cet homme a l'air bonasse et à la tignasse grisonnante est connu pour ses « *erreurs commises et sa mauvaise réputation* », comme on peut le lire dans la note de contact du ministère français de la Défense de 2002. Qu'importe ! À défaut d'être un as de la diplomatie, Benaïssa dispose d'une carte maîtresse : il est l'ami intime du prince Bandar ben Sultan, aussi connu sous le sobriquet de « *Bandar Bush* » en raison de ses affinités avec le clan du président américain. Ce flamboyant Saoudien, homme de réseaux par excellence, a œuvré vingt-deux ans durant comme ambassadeur d'Arabie saoudite aux États-Unis. Et, selon les barbouzes français, il a confié ses affaires immobilières à Mohamed Benaïssa, notamment à Marrakech, Essaouira et Assila. De quoi vous assurer longévité et respect au pays du Makhzen ! Troisième Marocain à détenir les clés de l'Arabie saoudite : Driss Basri, l'ancien grand vizir d'Hassan II, exilé de son plein gré en France. Il est très proche du ministre de l'Intérieur saoudien, le prince Nayef ben Abdel Aziz. D'après la note du ministère français de la Défense – qui, rappelons-le, date de 2002 –, il conseille même l'Arabie saoudite en matière de sécurité. Il se murmure en outre qu'il posséderait un passeport saoudien... »